

7 Jours Filpac CGT

N°34 - jeudi 16 mai 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction :

Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr) Filpac CGT

tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Le 16 mai, Hollande nous a livré une très longue conférence de presse. Pour vanter son attachement indéfectible au Traité européen, pourtant rejeté par le peuple lors du dernier référendum. Pour se ranger au mécanisme européen d'austérité (MES). Une part de rêve ? Une trace d'espérance ? Une place pour les jeunes ? Des emplois ? Le pouvoir d'achat ? Juste un long serment de fidélité à l'austérité européenne et à ses institutions. **Qui débouche sur une attaque frontale contre les retraites.** L'an 2 appelle de belles mobilisations. **Voici pourquoi...**

Hollande aux jeunes, chômeurs et retraités : « ne rêvez pas ! » Sa seule vérité, c'est l'austérité européenne !

Face à la récession, le président s'efface. Derrière l'Union européenne. Volontairement. Par orientation libérale. Pourtant, l'orientation économique européenne mène à la catastrophe actuelle. La compression extrême des dépenses publiques, le recul des salaires, la destruction des emplois - mis pour « compétitivité » -, les attaques frontales contre la protection sociale entraînent la récession. Un naufrage, en plus du chômage et de la précarité généralisée.

Hollande ne lâche pas pour autant le dogme failli de l'austérité. Sans horizon, sans fin, comme la Troïka dominante en Europe, c'est-à-dire les commissaires européens, les chefs du Fonds monétaire international, les leaders de la Banque centrale européenne. Leur priorité absolue, c'est le service de la dette. Et servir la dette signifie que tout - même et surtout l'indépendance du budget national - doit être subordonné aux échanges monétaires entre l'Etat et les marchés financiers privés. Selon eux, plus la dette est à la merci des marchés financiers, plus la facture doit en être présentée aux contribuables, aux actifs comme aux chômeurs et retraités.

Si ce président paraît rigide et sourd aux questions sociales, c'est qu'il a demandé asile à Bruxelles. S'il vante l'ANI flexi-licenciements, c'est qu'il s'inspire de la flexibilité qui sévit ailleurs. S'il s'assoit sur le pouvoir d'achat, c'est qu'il applique le commandement de base de l'Union européenne : comprimer les salaires au nom de la fameuse « baisse du coût du travail ». S'il parle de « plan d'investissement », c'est uniquement dans les créneaux désignés comme libres par l'Union européenne : numérique, santé, transports, énergie. Et encore, dans la mesure qu'ils sortent du domaine public.

L'Union européenne commande au président ce qu'il est convenu d'appeler « réformes structurelles ». Traduction ? **Faire la peau aux retraités.** Avec l'argument usé jusqu'à la corde par Sarkozy : « Mme Michu, on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps. » Même cette pauvre mère Michu sait que beaucoup n'arrivent pas à accéder à l'emploi, que la plupart des plus de 58 ans arrivent à la retraite en étant au chômage. Et surtout que **l'espérance de vie en bonne santé (62 ans) n'a rien à voir avec l'espérance de vie statistique.** Donc allonger le temps de cotisation et l'âge de la retraite mènent à la même catastrophe sociale qu'en Allemagne : le boom des travailleurs pauvres.

Voilà habillée pour l'été la conférence sociale des 20 et 21 juin, dont l'ordre du jour sera déterminé par « concertation » le 22 mai. La compétence de cette conférence, pour Hollande ? Se cantonner à appliquer les exigences de l'Union européenne, à savoir faire reculer la protection sociale par son bout le plus solide du point de vue de la solidarité entre générations : la retraite collective, indépendante de l'assurance privée.

- **L'an 2 de cette présidence ne peut pas être abordé dans la salle d'attente, avec le vague espoir qu'un jour, peut-être, Hollande changera.** Le danger imminent qui pèse sur les retraites, les besoins en emplois - des jeunes en particulier - et en pouvoir d'achat exigent que notre syndicalisme prenne la mesure de la paralysie libérale actuelle.
- **Nos revendications, nos propositions doivent être portées par l'action et la manifestation de rue de telle manière que personne, et surtout pas le président, ne puisse les ignorer. Placer la question sociale comme incontournable, au centre de la situation, ne souffre aucun délai. Tout commence maintenant.**